

REGLEMENT D'ORGANISATION DES SAPEURS-POMPIERS des communes de Orvin, Plagne, Romont et Vauffelin

Les fonctions énumérées au masculin peuvent être attribuées à un homme ou à une femme.

Les communes de Orvin, Plagne, Romont et Vauffelin, vu l'article 23 de la loi du 20 janvier 1994 sur la protection contre le feu et les sapeurs-pompiers (LPFSP), arrêtent :

I. Tâches des sapeurs-pompiers

Tâches

Article premier

¹ Les services des sapeurs-pompiers luttent contre le feu, les éléments naturels et autres événements dommageables au sens de l'article 13 LPFSP, notamment en cas d'accidents dus aux hydrocarbures, aux gaz ou aux produits chimiques survenus dans les communes formant le syndicat.

² Ils ne sont pas tenus d'accomplir des tâches plus étendues.

II. Généralités

Organes

Art. 2

Les organes compétents en matière de service des sapeurs-pompiers sont :

- les communes affiliées,
- l'assemblée des délégués,
- le conseil des sapeurs-pompiers,
- le commandant et son état-major.

III. Obligation de servir

1. Durée du service, incorporation, nomination, équipement et exemption

Obligation de servir

Art. 3

Tous les hommes et toutes les femmes domiciliés dans les communes et dont l'âge est compris entre 19 et 52 ans sont astreints au service des sapeurs-pompiers.

Accomplissement du service des sapeurs-pompiers

Art. 4

¹ L'accomplissement du service des sapeurs-pompiers doit être accompli personnellement.

² Une suppléance est exclue.

Accomplissement du service des sapeurs-pompiers ou taxe d'exemption

Art. 5

¹ Nul ne peut prétendre à être incorporé dans les services des sapeurs-pompiers.

² Le conseil des sapeurs-pompiers décide si une personne astreinte à servir doit accomplir du service des sapeurs-pompiers ou si elle doit payer la taxe d'exemption.

³ Lors de cette décision, il y a lieu de tenir suffisamment compte des besoins des services des sapeurs-pompiers ainsi que de la situation personnelle et professionnelle, de l'âge, du lieu de travail et du domicile de la personne astreinte de même que de son appartenance à d'autres services d'intervention.

Avis d'un médecin

Art. 6

S'il y a un doute quant à l'aptitude au service en raison d'infirmités physiques ou mentales, il conviendra de requérir l'avis d'un médecin.

Cours

Art. 7

¹ Les personnes astreintes au service peuvent être tenues de suivre des cours de perfectionnement et d'assumer une fonction de cadre.

² Elles devront participer aux cours et aux exercices organisés à cette fin et accomplir le service correspondant au grade ou à la fonction.

Cadres et spécialistes

Art. 8

¹ Les officiers, sous-officiers et spécialistes sont nommés pour une durée indéterminée.

² Ils gardent leur grade ou leur fonction jusqu'au moment où ils ne sont plus astreints à servir, où l'organe de nomination les libère, les

licencie à leur demande, procède à une promotion ou à une mutation.

³ Les officiers, sous-officiers et spécialistes qui, avant que la période de l'obligation de servir n'arrive à son terme, ont été relevés de leur grade ou de leur fonction ou qui ont quitté le service pour des raisons majeures ne peuvent plus être appelés à accomplir du service des sapeurs-pompiers sans leur accord.

Equipement personnel

Art. 9

¹ L'équipement personnel ainsi que les insignes de grades et de fonctions de tout le personnel des sapeurs-pompiers doivent être conformes aux normes cantonales.

² Les personnes astreintes au service sont tenues de garder l'équipement touché en parfait état.

³ L'équipement personnel ne peut être utilisé qu'à des fins touchant au service.

Exemptions du service obligatoire des sapeurs-pompiers

Art. 10

Sont exemptés du service obligatoire des sapeurs-pompiers :

- a) les personnes qui exercent des fonctions officielles incompatibles avec l'accomplissement du service des sapeurs-pompiers,
- b) les bénéficiaires d'une rente d'invalidité,
- c) sur demande, les personnes qui vivent en ménage commun avec leurs enfants jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire de ces derniers ou qui assument seules la charge de personnes nécessitant des soins ou qui en portent la responsabilité première,
- d) la personne dont le conjoint ou la conjointe accomplit du service des sapeurs-pompiers. Si le conseil des sapeurs-pompiers ne peut pas recruter un nombre suffisant de personnes pour ce service, il peut astreindre au service des sapeurs-pompiers, pour une durée de cinq ans au plus, des conjoints qui en sont exemptés selon la présente disposition,

Plan et dates des exercices

Art. 11

Le plan ainsi que les dates des exercices seront remis à toutes les personnes astreintes au service, au moins 30 jours avant le début des exercices et en outre publiés dans l'Echo du Bas-Vallon.

Exercices obligatoires
et motifs d'excuses

Art. 12

- ¹ La fréquentation des exercices est obligatoire.
- ² Les excuses motivées doivent parvenir par écrit au commandant dans les 10 jours suivant l'exercice.
- ³ Sont considérés comme motifs d'excuses :
 - a) la maladie ou l'accident,
 - b) une maladie grave, un accident ou un décès dans la famille,
 - c) la grossesse,
 - d) le service militaire, les travaux d'intérêt public, la protection civile, des raisons professionnelles ou de vacances, l'exercice d'une fonction publique.
- ⁵ Chaque absence non justifiée sera punie selon l'article 24.

Utilisation de propriétés
de tiers

Art. 13

- ¹ Les services des sapeurs-pompiers ont le droit d'utiliser pour leurs interventions des bâtiments, immeubles et véhicules privés, sous réserve d'une indemnisation par le syndicat.
- ² Les propriétaires concernés doivent être préalablement informés des exercices qui vont avoir lieu.

Commandant du service
des sapeurs-pompiers

Art. 14

- ¹ Sur le lieu du sinistre, le commandement est exercé exclusivement par le commandant du service des sapeurs-pompiers, sous réserve d'une compétence de délégation du commandement.
- ² Les services des sapeurs-pompiers venus en renfort de l'extérieur ou la protection civile lui sont subordonnés; ceux-ci ne peuvent quitter le lieu du sinistre sans son autorisation.

Engagement du centre
d'intervention

Art. 15

En cas de sinistres dus aux hydrocarbures, aux produits chimiques ou aux radiations, ou en cas d'accidents de la route, d'accidents sur des installations ferroviaires ou dans des tunnels, le chef du détachement du centre d'intervention spécial prend le commandement dès l'arrivée du détachement sur le lieu du sinistre.

IV. Financement

Taxe d'exemption

Art. 16

¹ Les personnes exemptées du service des sapeurs-pompiers, dont l'âge est compris entre 19 et 52 ans, paient une taxe d'exemption.

² La taxe d'exemption équivaut à un pourcentage qui ne peut excéder 10% du montant de l'impôt cantonal. Ce pourcentage est fixé par le syndicat sur proposition du conseil des sapeurs-pompiers. Elle sera payée en même temps que les impôts ordinaires.

³ La taxe d'exemption est encaissée par la commune de domicile de la personne astreinte. Elle est rétrocédée en totalité au syndicat. Les éventuelles rétrocessions de taxes opérées par la commune ou les éliminations de taxes pour les années antérieures sont retenues sur l'exercice courant.

⁴ La taxe d'exemption ne doit pour l'instant pas excéder le montant maximum fixé par le Conseil exécutif.

⁴ Le couple qui vit non séparé de corps et dont les conjoints, quoique tous deux astreints au service des sapeurs-pompiers, n'accomplissent pas de service, paient une taxe d'exemption commune; le montant de la taxe est calculé à partir du revenu commun et de la fortune commune imposables.

⁵ Si l'un des conjoints est incorporé au service des sapeurs-pompiers, le couple est exempté de taxe.

⁶ Si l'un des conjoints est licencié ou exempté du service des sapeurs-pompiers, le couple paie une taxe d'exemption calculée sur la moitié du revenu commun et de la fortune commune imposables.

Exonération du paiement de la taxe

Art. 17

Sont exonérés du paiement de la taxe d'exemption:

- a) les personnes qui, conformément à l'article 10, lettres a, c et d, sont exemptées du service des sapeurs-pompiers. Dans des cas motivés, le conseil des sapeurs-pompiers peut également exempter les conjoints des personnes mentionnées à l'article 10, lettre a,
- b) les bénéficiaires d'une rente d'invalidité.

Emoluments

Art. 18

Le syndicat perçoit des émoluments pour la mise à contribution des sapeurs-pompiers, notamment dans les cas suivants:

- a) auprès des personnes qui ont recours à des prestations des sapeurs-pompiers n'entrant pas dans les attributions usuelles de ceux-ci, selon l'article 14, 2^e alinéa LPFSP,
- b) auprès des propriétaires de constructions et d'installations à hauts risques, si leur assistance par des sapeurs-pompiers occasionne des frais particuliers,
- c) auprès des détenteurs d'installations d'alarme ayant provoqué à plusieurs reprises de fausses alarmes.

Frais d'intervention

Art. 19

¹ Le syndicat peut exiger le remboursement total ou partiel des frais d'intervention de la part du responsable, si l'événement peut lui être imputé.

² En cas d'intervention spéciale au sens de l'article 17 LPFSP et notamment lors d'interventions dans le cadre d'accidents de la circulation de tout genre, le responsable peut être tenu de rembourser totalement ou partiellement les frais d'intervention, même si aucune faute de sa part ne peut être prouvée. L'organe compétent règle les tarifs dans l'annexe IV du règlement d'organisation.

³ Les dispositions régissant la responsabilité civile (art. 41 et ss CO) sont applicables par analogie.

Frais d'assistance à des communes voisines

Art. 20

Si les sapeurs-pompiers prêtent assistance à des communes voisines, ils peuvent réclamer à celles-ci une indemnité adéquate calculée selon les directives cantonales.

V. Compétences

Communes affiliées

Art. 21

Les compétences des communes affiliées sont définies à l'article 8 du règlement du syndicat.

Assemblée des délégués

Art. 22

Les compétences de l'assemblée des délégués sont définies aux articles 15 à 20 du règlement du syndicat.

Conseil des sapeurs-
pompiers

Art. 23

Les compétences des sapeurs-pompiers sont définies aux articles 22 et 23 du règlement du syndicat.

VI. Peines et dispositions finales

Peines

Art. 24

¹ Les infractions aux dispositions du règlement d'organisation des sapeurs-pompiers ou à ses dispositions d'exécution seront punies par des amendes de Fr. 20.-- à Fr. 1000.--. La poursuite pénale incombe à l'assemblée des délégués, conformément aux prescriptions de la loi sur les communes.

² Les amendes dues aux absences non justifiées lors des exercices ou des sinistres sont fixées dans l'annexe V du règlement du syndicat.

³ Le produit des amendes perçues est affecté aux besoins des sapeurs-pompiers.

⁴ Une condamnation au sens des articles 47 à 49 LPFSP est réservée.

Abrogation d'un acte législatif

Art. 25

Les règlements ainsi que les dispositions antérieures des sapeurs-pompiers des communes affiliées sont abrogés.

Entrée en vigueur

Art. 26

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Le présent règlement a été approuvé lors des assemblées municipales.

Au nom de la commune d'Orvin :

Le président:

Le secrétaire:

Orvin, le.....

Au nom de la commune de Plagne :

Le président:

Le secrétaire:

Plagne, le.....

Au nom de la commune de Romont :

Le président:

Le secrétaire:

Romont, le.....

Au nom de la commune de Vauffelin :

Le président:

Le secrétaire:

Vauffelin, le.....

Certificat de dépôt public

Le présent règlement a été déposé publiquement conformément aux prescriptions de l'ordonnance sur les communes. Il n'a fait l'objet d'aucune opposition.

....., le

Le secrétaire municipal:

Approuvé:

Ittigen-Berne, le